



african green revolution forum

FORUM SUR LA RÉVOLUTION VERTE EN AFRIQUE Accra, Ghana, du 2 au 4 septembre 2010

L'insécurité alimentaire est l'un des problèmes les plus graves en Afrique et dans le monde. La demande alimentaire représente une occasion unique pour le continent africain de devenir un producteur majeur de produits alimentaires à l'échelle mondiale. Afin d'accroître la production alimentaire en Afrique, les exploitants de petites fermes doivent passer d'une agriculture de subsistance à une agriculture commerciale et améliorer ainsi la productivité agricole. Les partenariats entre le secteur public et le secteur privé seront essentiels à la création de l'impulsion et d'un progrès durable.

Le Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRF) vise à catalyser les investissements et à accroître les coopérations afin d'encourager le développement de l'agriculture africaine. L'AGRF réunira des chefs de gouvernements africains, le secteur privé local, des organisations agricoles, des entreprises mondiales, des agences de développement et des experts mondiaux autour de la question du développement agricole afin de mener des actions au travers de partenariats. Cette année, il sera axé sur cinq domaines spécifiques :

- l'opportunité d'investissement ;
- le contexte politique ;
- la réduction des frais financiers ;
- l'accroissement de la productivité agricole ;
- l'accroissement des retours financiers au bénéfice des exploitants agricoles.

La vision

L'objectif du Forum est de favoriser des changements profonds au travers du développement agricole. Il se concentre sur la promotion des investissements et le soutien politique en faveur de la productivité agricole afin de générer une augmentation du revenu des exploitants agricoles africains tout en protégeant la durabilité de l'environnement. Selon l'AGRF, la révolution verte en Afrique devra être guidée dans une large mesure par le secteur privé. Toutefois, sa réussite repose uniquement sur le succès de la coopération des secteurs privé et public avec les gouvernements africains, des agences d'aide étrangères et d'autres agences de soutien non-gouvernementales.

Le défi

En dépit de son fort potentiel, mis en évidence par l'accroissement rapide des investissements émanant de fonds, de banques et d'Etats souverains, un investissement dans l'agriculture africaine est toutefois assorti d'une prime de risque plus élevée qu'un investissement agricole dans d'autres économies plus développées. Des obstacles tels que le manque d'infrastructure, des tarifs d'exportation et d'importation incohérents et des droits fonciers précaires empêchant les exploitants agricoles d'utiliser leur terre comme garantie, freinent le progrès. En fin de compte, c'est souvent l'exploitant africain d'une petite ferme qui doit payer la prime de risque. Les problèmes étant systémiques, les solutions doivent l'être également. Tout un chacun reconnaît désormais qu'une économie agricole durable en Afrique doit être catalysée par le secteur privé. L'Afrique ne réussira pas à faire en sorte que son secteur agricole favorise le développement économique à moins que les gouvernements ne participent à la création d'un environnement au sein duquel les petites entreprises peuvent prospérer. De même, les gouvernements africains doivent s'assurer que les investissements dans le secteur agricole africain ne génèrent pas de retours qui favoriseraient uniquement les investisseurs et la croissance économique des nations africaines. Ils doivent en effet également favoriser la sécurité alimentaire et l'éradication de la pauvreté et de la malnutrition affectant des millions d'Africains. Les agences d'aide et de soutien doivent travailler avec le secteur privé pour garantir que les profits des exploitants de petites fermes ne sont pas exploités par les investissements du secteur privé.

Projets

Nous nous concentrons donc sur les projets qui reflètent une approche systémique (ou chaîne de valeur) à l'égard du développement économique agricole, des projets qui ont impliqué des partenaires issus de différents secteurs au sein du secteur privé, ainsi que des partenaires des secteurs publics et

de l'aide. Nous présenterons des projets qui ont fonctionné, observerons ce que d'autres ont fait dans le cadre de leur développement et réuniront les différentes parties pour lancer et poursuivre de nouvelles approches novatrices et systémiques visant à réduire les risques liés aux investissements agricoles en Afrique.

L'impulsion : Partenariats entre le secteur public et le secteur privé

En 2004, lors d'un séminaire de haut niveau à Addis-Abeba en Éthiopie, M. Kofi Annan a mis les secteurs privé et public au défi de contribuer à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement sur la faim et la pauvreté. Le président directeur général de Yara a accepté de relever le défi et a initié des conférences sur la révolution verte en Afrique destinées à réunir des partenaires du secteur public et du secteur privé afin de libérer le potentiel de croissance agricole en Afrique, en tant que mesure destinée à assurer la sécurité alimentaire.

2006 : Catalyseur d'action

La première conférence mondiale de partenariat public a eu lieu à Oslo en Norvège en 2006 sous le thème « Catalyseur d'action ». Une résolution de conférence a été adoptée, ainsi que l'établissement d'un site Internet consacré à la révolution verte en Afrique pour poursuivre le dialogue initié lors de la conférence, partager des idées et soutenir le développement agricole sur le continent africain.

2007 : Partenariat en faveur de la productivité

Suite au succès de la première conférence, l'impulsion donnée par le partenariat entre les secteurs public et privé s'est affirmée dans le cadre du thème de conférence « Partenariat en faveur de la productivité ». La conférence accueillait en outre une table ronde ministérielle et de haut niveau à caractère informel adoptant la déclaration d'Oslo et l'agenda pour l'action.

2008 : Alliance pour l'action

Lors de la conférence « Alliance pour l'action » en 2008, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) a formé un partenariat avec Yara. Les partenaires et les participants ont développé des solutions concrètes destinées à favoriser la croissance agricole : des corridors de croissance agricole. Si les secteurs public et privé investissaient dans une infrastructure principale au niveau du pays, la production agricole pourrait être groupée, ce qui faciliterait l'accès des exploitants aux produits et offrirait l'occasion d'exporter des produits. Le corridor de croissance agricole de Beira dans le cadre du projet d'investissement au Mozambique a été présenté lors du Forum économique de Davos en Suisse en janvier 2010. En mai 2010, lors du Forum économique mondial sur l'Afrique à Dar es Salaam en Tanzanie, les partenaires ont présenté un nouveau projet, le corridor de croissance agricole du sud de Tanzanie, calqué sur le modèle des succès obtenus au Mozambique.

AGRF 2010 : Investir dans l'agriculture africaine

Le déplacement du Forum sur la révolution verte en Afrique sur le continent africain est lié à l'ambition de s'appuyer sur l'impulsion générée par les conférences d'Oslo et de développer un Forum pour les Africains, par les Africains, en Afrique. Le Forum repose sur l'élan né des partenariats entre les secteurs public et privé pour libérer le potentiel de croissance agricole en Afrique, mis à jour et développé lors des conférences pour une révolution verte en Afrique à Oslo de 2006 à 2009. Il repose également sur les propositions d'investissement du secteur privé en faveur des corridors de croissance agricole présentés lors du Forum économique mondial de Davos et sur l'Afrique en 2010.

Le Forum sur la révolution verte en Afrique s'appuie sur l'appel à agir lancé par M. Kofi Annan.
« Générons une révolution verte uniquement pour l'Afrique »

Pour de plus amples renseignements

Ingrid Helsing Warner

Communications

E-mail : media@agrforum.com

Téléphone : +41 79 548 3880

Arne Cartridge

Co-producteur délégué

E-mail : arne.cartridge@agrforum.com

Téléphone : +47 47 900 900

www.agrforum.com

